# RÉPONSES D'HYDRO-QUÉBEC DISTRIBUTION À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 3 DE UC

## 1. Impacts de la proposition sur les autres tarifs

**Référence**

(i) HQD-14, document 6, page 5.

**Préambule**

(i) *Le Distributeur a fait état du contexte économique et énergétique au Québec lors du dossier tarifaire 2014-2015. Il a alors mis en place des mesures au soutien de l'économie et a adapté sa stratégie tarifaire en conséquence. Cette stratégie est poursuivie dans le dossier.*
*[…]*
*Cette offre tarifaire compétitive de moyen terme, combinée aux initiatives gouvernementales en faveur des nouvelles industries, permettra de favoriser la croissance des ventes d'électricité, générant ainsi des revenus additionnels au bénéfice de l'ensemble des clients du Distributeur, et des retombées économiques pour le Québec.*

1.1 Veuillez quantifier le bénéfice pour l'ensemble des clients du Distributeur associé à la mise en place de mesures au soutien de l'économie dans le dossier tarifaire 2014-2015 en isolant le bénéfice pour les clients résidentiels.

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 6.3 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie, à la pièce HQD-15, document 1.4.**

1.2 Veuillez quantifier quel serait le bénéfice pour l'ensemble des clients du Distributeur pour l'année 2015-2016 si le rabais tarifaire de 20 % permettait dès cette année, de générer 1 GWh de ventes additionnelles au tarif L (en supposant par exemple que les ventes additionnelles auraient un F.U. identique au F.U. moyen du tarif L).

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 6.4 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie, à la pièce HQD-15, document 1.4.**

1.3 Veuillez confirmer que la proposition du Distributeur n'aura aucun impact marginal sur les hausses tarifaires à venir des clients résidentiels, peu importe que les clients qui y adhérent soient aux tarifs L, LG ou M.

**Réponse :**

**Voir les réponses aux questions 6.1 et 6.3 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie, à la pièce HQD-15, document 1.4.**

1.3.1 Le cas échéant, à des fins illustratives, veuillez quantifier cet impact pour l'année 2015-2016 en supposant 3 cas de figure indépendants, l'ensemble des paramètres de coûts et de revenus du dossier tarifaire 2015-2016 demeurant constant, soit

- 1 GWh de ventes additionnelles au Tarif de développement économique chez de clients du tarif M
- 1 GWh de ventes additionnelles au Tarif de développement économique chez de clients du tarif L
- 1 GWh de ventes additionnelles au Tarif de développement économique chez de clients du tarif LG.

**Réponse :**

**Voir les réponses aux questions 6.1 et 6.3 de la demande de renseignements no. 3 de la Régie, à la pièce HQD-15, document 1.4.**

## 2. Admissibilité : dépenses d'exploitation

**Référence**

(i) HQD-14, document 6, page 6.

**Préambule**

(i) Afin d'assurer que la réduction tarifaire ait un impact réel sur la décision d'investissement d'un client, il est proposé de l'offrir aux clients dont l'installation utilise l'électricité de façon intensive, c'est-à-dire dont les coûts en électricité représentent au moins 10 % des dépenses d'exploitation totales.

2.1 Veuillez indiquer comment le Distributeur s'assurera de ce critère d'admissibilité.

**Réponse :**

**Les renseignements déposés par les clients à l'appui de leur demande d'adhésion permettront au Distributeur de vérifier si ce ratio est respecté.**

2.2 Comment le Distributeur s'assurera-t-il que le critère exigeant que les coûts en électricité représentent au moins 10 % des dépenses d'exploitation totales sera respecté chez les clients tout au long de l'application du tarif de développement économique?

**Réponse :**

**Voir les réponses aux questions 8.1 et 8.2 de la demande de renseignements n$^{o}$3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

2.3 La définition que le Distributeur fait d'une utilisation intensive de l'électricité (c'est-à-dire dont les coûts en électricité représentent au moins 10 % des dépenses d'exploitation totales) est-elle une norme reconnue?

**Réponse :**

**Non. Il s'agit d'un critère proposé par le Distributeur visant à s'assurer que la réduction tarifaire a un impact réel sur la décision d'implanter le projet au Québec tout en n'étant pas trop restrictif.**

**Voir également la réponse à la question 3.1 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

2.3.1 Le cas échéant, veuillez fournir la référence de cette norme.

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 2.3.**

## 3. Condition d'admissibilité : facteur de localisation

**Référence**

(i) HQD-14, document 6, page 6.
(ii) HQD-14, document 6, page 7.
(iii) HQD-14, document 6, page 7.

**Préambule**

(i) Afin de garantir que ce tarif serve de levier au développement de l'économie québécoise, le client devra attester que le tarif qu'il sollicite est un des facteurs déterminants dans la décision de localisation de son installation ou d'accroissement de sa production au Québec.
(ii) Une attestation à l'effet que la réduction tarifaire est un des facteurs déterminants dans le choix du client de localiser son projet au Québec est également exigée.
(iii) Le Distributeur se réserve le droit de mettre fin à l'application du tarif si le client ne respecte pas son engagement tel que spécifié à l'entente. Quant au client, il pourra mettre fin en tout temps à son abonnement à ce tarif en avisant le Distributeur par écrit, sans avoir à rembourser les montants de réduction tarifaire qui lui auront été octroyés. Il ne pourra alors plus souscrire à ce tarif.

3.1 Quelle forme prendra l'attestation à l'effet que la réduction tarifaire est un des facteurs déterminants dans le choix du client de localiser son projet au Québec et quelle en est la valeur légale?

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 2.1 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

3.2 Veuillez indiquer quelles seraient les conséquences d'une attestation mensongère ou frauduleuse à l'effet que la réduction tarifaire est un des facteurs déterminants dans le choix du client de localiser son projet au Québec.

**Réponse :**

**Une attestation qui ne peut être appuyée par des faits pourra mener à un rejet de la demande d'adhésion du client. Voir la réponse à la question 2.1 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

3.3 Quels seront les pouvoirs d'enquête du Distributeur afin pour s'assurer que les clients respecter leurs engagements?

**Réponse :**

**Le Distributeur ne possède pas de pouvoir d'enquête. Pour le respect des engagements du client, voir la réponse à la question 8.5 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

3.4 À combien le Distributeur évalue-t-il les coûts de gestion du tarif de développement économique qu'il propose?

**Réponse :**

**Les activités liées à la gestion de ce tarif sont incluses dans les activités courantes du Distributeur.**

3.5 Si le client ne respecte pas son engagement tel que spécifié à l'entente, aura-t-il à rembourser les montants de réduction tarifaire qui lui auront été octroyés?

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 8.4 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

## 4. Centres d'hébergement de données

**Référence**

(i) HQD-14, document 6, page 6.

**Préambule**

(i) Quant aux centres d'hébergement de données, pour être admissibles, ils devront en plus être caractérisés par une forte valeur ajoutée.

4.1 Qu'entend le Distributeur « par forte valeur ajoutée »?

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 2.2 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

4.2 Veuillez préciser comment le Distributeur vérifiera l'admissibilité des centres d'hébergement de données sur la base de la forte valeur ajoutée.

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 2.2 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.4.**

4.3 Veuillez indiquer si l'inclusion de ce critère d'admissibilité pourrait être jugée discriminatoire en vertu d'ententes commerciales comme par exemple l'ALÉNA.

**Réponse :**

**Le Distributeur constate que d'autres distributeurs ailleurs en Amérique du nord offrent des options tarifaires similaires au tarif proposé, dont certains en appliquant des critères de retombées économiques précis. Voir la réponse à la question 3.2 de la demande de renseignements n$^{o}$ 2 d'OC à la pièce HQD-15, document 11.1.**

4.4 Veuillez indiquer, sur une base historique, tous les cas d'exclusion explicite d'un tarif, basée sur une activité économique, appliqués par le Distributeur dans l'admissibilité à un tarif ou une option tarifaire.

**Réponse :**

**Outre des tarifs avantageux pour des usages particuliers, tels que le tarif de transition pour la fabrication de neige, offert de 1996 à 2014, ou le tarif pour stations d'épuration des eaux usées, offert de 1984 à 1991, le Distributeur a déjà offert aux clients industriels des tarifs visant une réduction tarifaire :**

- **«Rabais tarifaire aux clients industriels», offert de 1984 à 1991, où le client bénéficiait d'un rabais sur la consommation additionnelle associée à un agrandissement ;**
- **«Programme de stabilisation tarifaire», offert de 1984 à 1994, permettant une protection face à des augmentations tarifaires au-delà de l'inflation ;**
- **«Option d'assurance tarifaire», offerte de de 1996 à 2006, pour répondre au même objectif que le programme de stabilisation tarifaire ;**
- **Tarif de transition pour contrats particuliers, offert de 1993 à 2012.**

**Finalement, le tarif de maintien de la charge, offert depuis 1993 aux clients industriels éprouvant des difficultés financières, propose un rabais tarifaire proportionnel aux réductions que ces clients obtiennent de leurs fournisseurs.**

## 5. Rabais tarifaire

**Référence**

(i) HQD-14, document 6, page 5.
(ii) HQD-14, document 6, page 6 et 7.
(iii) Loi sur la Régie de l'énergie, article 52.1, 3e alinéa.
(iv) Décret 841-2014.

**Préambule**

(i) *Il propose d'introduire un tarif de développement économique à l'intention de la clientèle de moyenne et de grande puissance (clients actuels et nouveaux clients) œuvrant dans des secteurs d'activité porteurs de développement économique pour de nouvelles charges d'au moins 1 000 kW.*

(ii) *La réduction tarifaire pourra s'appliquer pendant la période 2015-2024. Cette période se caractérise, selon les prévisions actuelles, par des disponibilités suffisantes d'électricité patrimoniale.*

*La réduction offerte est fixée à 20 %. Elle est établie de façon à ce que le prix moyen facturé au client, après réduction, ne soit pas inférieur au coût d'alimentation de la nouvelle charge à la marge, composé du coût de l'électricité patrimoniale, du coût de la puissance en hiver et du coût associé à son raccordement, et ce, afin de ne pas pénaliser la clientèle du Distributeur. Ainsi, la réduction offerte correspond à l'écart entre le prix moyen au tarif L et le coût à la marge du Distributeur sur la période d'application.*

*S'il s'agit d'un client existant, la réduction tarifaire de 20 % s'appliquera uniquement à l'accroissement de charge. La charge historique fera l'objet d'une consommation de référence (énergie et puissance historiques) facturée au tarif régulier, sans réduction.*

(iii) *La tarification <u>doit être uniforme par catégorie de consommateurs</u> sur l'ensemble du réseau de distribution d'électricité, à l'exception toutefois des réseaux autonomes de distribution situés au nord du 53e parallèle.* (notre souligné)

(iv) Extraits du décret :
*ATTENDU QUE, depuis quelques années, des indicateurs d'Hydro-Québec dans ses activités de distribution montrent une détérioration notable des comptes à recevoir auprès des ménages québécois ainsi que du nombre d'ententes de paiement pour les clients à faible revenu*
[…]
*IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :*

*QUE soit indiqué à la Régie de l'énergie qu'elle doit tenir compte, lors de la fixation des tarifs d'électricité pour l'année tarifaire 2015-2016, des préoccupations économiques, sociales et environnementales suivantes se rapportant à l'évolution des tarifs d'électricité :*

*— la capacité de payer des ménages à faible revenu qui éprouvent des difficultés à supporter les hausses de coût de l'énergie*

5.1 Veuillez indiquer si le tarif de développement économique fait partie de la tarification au sens de la Loi.

**Réponse :**

**Oui. Le tarif de développement économique est proposé en vertu du chapitre IV de la Loi sur la Régie de l'énergie portant sur la tarification des transporteurs et distributeurs d'électricité et de gaz au Québec.**

5.2 Veuillez justifier le fait que le Distributeur demande un tarif pour un groupe de consommateurs à l'intérieur d'une catégorie tarifaire.

**Réponse :**

**Le tarif de développement économique constitue une réduction tarifaire temporaire applicable aux clients des tarifs L, LG et M qui satisferont les conditions d'admissibilité déterminées. Il se justifie par son objectif de développement économique.**

5.3 Veuillez indiquer si, compte tenu du décret 841-2014, le Distributeur pourrait introduire un tarif destiné aux ménages à faible revenu du tarif D (par exemple, un tarif de soutien social) en introduisant un rabais aux clients qui attestent être dans le besoin?

**Réponse :**

**La situation évoquée dans cette question ne se compare pas à la situation visée par le tarif de développement économique. En effet, l'impact du tarif de développement économique est neutre à court terme et positif à plus long terme sur le reste de la clientèle alors qu'un rabais aux ménages à faible revenu se traduirait par un impact tarifaire pour le reste de la clientèle.**

**Voir également la réponse à la question 1.1 de la demande de renseignements n$^o$ 2 de la Régie à la pièce HQD-15, document 1.2 (B-0081).**

## 6. Signal de prix

**Référence**

(i) HQD-4, document 4, page 12
(ii) HQD-4, document 4, page 13
(iii) HQD-14, document 6, page 6.

**Préambule**

(i)

**Tableau A-3 :**
**Coût évité par usages pour la catégorie de clients au tarif M**
**en ¢/kWh de 2014**

| | Annuité Constante[1] (10 ans) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Chauffage des locaux*** | **8,83** | **7,10** | **7,25** | **7,39** | **8,24** | **8,40** | **8,57** | **8,74** | **8,92** | **9,09** | **17,86** |
| *Fourniture - Transport* | 6,57 | 5,02 | 5,12 | 5,22 | 6,03 | 6,15 | 6,27 | 6,39 | 6,52 | 6,65 | 15,37 |
| *Transport - Charge locale* | 1,66 | 1,53 | 1,56 | 1,59 | 1,62 | 1,66 | 1,69 | 1,72 | 1,76 | 1,79 | 1,83 |
| *Distribution* | 0,60 | 0,55 | 0,57 | 0,58 | 0,59 | 0,60 | 0,61 | 0,62 | 0,64 | 0,65 | 0,66 |
| ***Tous les usages (sans chauffe)*** | **6,45** | **5,07** | **5,17** | **5,27** | **5,72** | **5,83** | **5,95** | **6,06** | **6,18** | **6,30** | **15,91** |
| *Fourniture - Transport* | 5,36 | 4,07 | 4,15 | 4,23 | 4,66 | 4,75 | 4,84 | 4,94 | 5,03 | 5,13 | 14,71 |
| *Transport - Charge locale* | 0,80 | 0,73 | 0,75 | 0,76 | 0,78 | 0,79 | 0,81 | 0,83 | 0,84 | 0,86 | 0,88 |
| *Distribution* | 0,29 | 0,27 | 0,27 | 0,28 | 0,28 | 0,29 | 0,29 | 0,30 | 0,31 | 0,31 | 0,32 |
| ***Tous les usages*** | **6,45** | **5,07** | **5,17** | **5,27** | **5,72** | **5,83** | **5,94** | **6,06** | **6,18** | **6,30** | **15,90** |
| *Fourniture - Transport* | 5,36 | 4,07 | 4,15 | 4,23 | 4,66 | 4,75 | 4,84 | 4,93 | 5,03 | 5,13 | 14,71 |
| *Transport - Charge locale* | 0,80 | 0,73 | 0,75 | 0,76 | 0,78 | 0,79 | 0,81 | 0,83 | 0,84 | 0,86 | 0,88 |
| *Distribution* | 0,29 | 0,27 | 0,27 | 0,28 | 0,28 | 0,29 | 0,29 | 0,30 | 0,31 | 0,31 | 0,32 |
| ***Hors pointe*** | **4,17** | **3,13** | **3,18** | **3,24** | **3,32** | **3,38** | **3,44** | **3,51** | **3,57** | **3,64** | **14,03** |
| *Fourniture - Transport* | 4,17 | 3,13 | 3,18 | 3,24 | 3,32 | 3,38 | 3,44 | 3,51 | 3,57 | 3,64 | 14,03 |
| *Transport - Charge locale* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *Distribution* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

[1] Note : Le taux d'actualisation nominal utilisé est de 5,847%

**Tableau A-4 :**
**Coût évité par usages pour la catégorie de clients au tarif LG**
**en ¢/kWh de 2014**

| | Annuité Constante[1] (10 ans) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Tous les usages*** | **5,56** | **4,25** | **4,34** | **4,42** | **4,88** | **4,98** | **5,07** | **5,17** | **5,27** | **5,37** | **14,75** |
| *Fourniture - Transport* | 5,39 | 4,10 | 4,17 | 4,25 | 4,71 | 4,80 | 4,90 | 4,99 | 5,09 | 5,19 | 14,56 |
| *Transport - Charge locale* | 0,17 | 0,16 | 0,16 | 0,17 | 0,17 | 0,17 | 0,18 | 0,18 | 0,18 | 0,19 | 0,19 |
| *Distribution* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

[1] Note : Le taux d'actualisation nominal utilisé est de 5,847%

(ii)

**Tableau A-5 :**
**Coût évité par usages pour la catégorie de clients au tarif L**
**en ¢/kWh de 2014**

| | Annuité Constante[1] (10 ans) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Tous les usages*** | **5,29** | **4,03** | **4,11** | **4,19** | **4,58** | **4,67** | **4,76** | **4,86** | **4,95** | **5,05** | **14,55** |
| *Fourniture - Transport* | 5,17 | 3,92 | 3,99 | 4,07 | 4,46 | 4,55 | 4,64 | 4,73 | 4,82 | 4,91 | 14,41 |
| *Transport - Charge locale* | 0,12 | 0,11 | 0,12 | 0,12 | 0,12 | 0,12 | 0,13 | 0,13 | 0,13 | 0,13 | 0,14 |
| *Distribution* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

[1] Note : Le taux d'actualisation nominal utilisé est de 5,847%

(iii) La réduction offerte est fixée à 20 %. Elle est établie de façon à ce que le prix moyen facturé au client, après réduction, ne soit pas inférieur au coût d'alimentation de la nouvelle charge à la marge, composé du coût de l'électricité patrimoniale, du coût de

la puissance en hiver et du coût associé à son raccordement, et ce, afin de ne pas pénaliser la clientèle du Distributeur.

6.1 Veuillez confirmer qu'en aucun temps les clients des tarifs L, LG et M qui auront une consommation d'électricité facturée au Tarif de développement économique ne paieront un coût unitaire inférieur à leur coût évité pour cette charge.

**Réponse :**

**Voir la réponse à la question 6.1 de la demande de renseignements n$^{o}$ 3 de la Régie, à la pièce HQD-15, document 1.4.**